



EUROPEAN COMMISSION
SECRETARIAT-GENERAL

Directorate E - Citizens, Health, Migration & Security Union
The Director

Brussels,
SG/E1/LG

Mr. Arun Dohle
Against Child Trafficking
Keizersgracht 482
1017EG Amsterdam
Email: ask+request-14322-
1e4a5da4@asktheeu.org

Dear Sir,

Subject: Your application for access to documents - EASE 2024/1190

We refer to your e-mail of 1 March 2024 in which you make a request for access to documents, registered on 8 March 2024 under the reference number above.

You have requested “All internal and external data related to the 'Romanian children' also known as 'Romanian Orphans' especially as concerns President Jacques Delors and his Cabinet (years 1990-1995). Like letters, mails, minutes, reports, phone call logs - internal and external”.

As we mentioned in our reply of 19 March, the following categories of documents have been identified as falling under the scope of your request:

1. Documents from the Cabinet of the former Commission President Delors relating to the period 1989-1992.
2. Twenty boxes of documents related to the situation of Romanian orphanages and childcare system as well as to EU funded child protection projects in Romania covering the period 1990-1995. These documents are available in the Historical Archives of the European Commission (paper format only).

We enclose a copy of the requested documents mentioned in point 1.

The documents mentioned in point 2 will be available in a Commission reading room in the Commission premises in Brussels. You will be notified when the access is granted.

You may reuse public documents, which have been produced by the European Commission or by public and private entities on its behalf based on the [Commission Decision on the reuse of Commission documents](#). You may reuse the documents disclosed free of charge and for non-commercial and commercial purposes provided that the source is acknowledged and that you do not distort the original meaning or message of the document/documents. Please note that the Commission does not assume liability stemming from the reuse.

Yours faithfully,

William SLEATH

Annexes: Documents from the Cabinet of the former Commission President Delors relating to the period 1989-1992 (paper version).



→ Hubert

NOTE DE DOSSIER

Objet : réunion Unité aide d'urgence/ONG en vue de l'établissement d'un programme d'aide d'urgence en faveur des enfants en Roumanie.

1. Une réunion s'est tenue le 19.11.90 à laquelle ont participé des représentants de la Ligue des Sociétés de Croix Rouge, du Bureau de liaison des Croix Rouges, de MSF Belgique et de l'ONG française Equilibre. Conformément aux orientations et décisions antérieures de la Commission, le but de la réunion était de mettre sur pied un programme d'aide d'urgence en faveur des enfants de la tranche d'âge 0 - 1 an (nourrissons) et des orphelins, enfants dystrophiques et enfants handicapés sévères.
2. A cette fin, la Commission dispose ou disposera des crédits ci-après au titre de l'article 996 du Budget:

budget de 1990 (1ère tranche)

- 0,5 million ECU (médicaments et nourriture pour orphelins, en application de la décision de la Commission du 30.10.90),
- 1,2 million ECU (décision à prendre cette semaine) pour l'alimentation des nourrissons et l'assistance aux orphelins, enfants dystrophiques, handicapés sévères etc. y compris l'envoi d'un médecin ayant l'expérience de la santé publique et de la santé infantile chargé de la supervision médicale et éventuellement d'un coordonnateur/superviseur.

budget de 1991 (2ème tranche)

- 0,7 million ECU au moins (assistance aux orphelins, enfants dystrophiques et enfants handicapés),
- 4,8 millions ECU maximum pour l'alimentation des nourrissons.

Total

7,2 millions ECU.

../. .

3. L'élaboration d'un tel programme supposait l'existence d'un outil statistique fiable. Or, les informations dont disposent les ONG et celles rapportées par la récente mission de l'Unité aide d'urgence montrent qu'une telle condition n'est pas remplie. Il a donc fallu procéder par approximation dans l'évaluation de la taille des groupes cibles. C'est dire que le programme envisagé ne peut être - comme c'est d'ailleurs généralement le cas lorsqu'il s'agit d'aide d'urgence - qu'un programme indicatif. Il devra être adapté en fonction du vécu quotidien et des évaluations ponctuelles qui seront faites par les partenaires de la Commission et notre coordonnateur. Un outil précieux de cette adaptation est la constitution d'une réserve importante.

4. Les éléments de base de ce nouveau programme d'urgence peuvent être décrits comme suit ;

a) Les groupes cibles sont constitués par :

- les enfants de la tranche d'âge 0 - 1 an (nourrissons). Ce groupe représente environ 1,3 % de l'ensemble de la population roumaine, soit environ 300.000 individus. Il y a toutefois lieu de faire la distinction entre le groupe 0 - 5 mois et celui de 6 - 11 mois dont les besoins ne sont pas comparables.

. S'agissant du groupe d'âge 0 - 5 mois, il est estimé à 150.000 individus, mais ce groupe ne peut bénéficier dans sa totalité d'un programme d'alimentation sans risque de décourager la pratique normale de l'allaitement maternel. Il a donc été estimé que les enfants ayant besoin d'assistance représentaient environ 20 % de cette classe d'âge, soit 30.000 individus pour lesquels sont donc prévus du lait maternisé et des farines enrichies (en supplément dans ce dernier cas pour les enfants de 3 à 5 mois);

. les enfants de 6 à 11 mois dont le nombre est évalué à 150.000 et pour lesquels est prévue la fourniture de lait semi-écrémé enrichi;

la distribution de ces produits à l'ensemble des nourrissons sera effectuée via les dispensaires au nombre de 4.000 environ où les parents concernés se rendront après avoir été informés, si possible par une campagne de presse du gouvernement.

- les orphelins, enfants dystrophiques et enfants handicapés sévères. Ces enfants sont recueillis dans 400 institutions spécialisées (selon les ONG), 540 (selon le gouvernement) et peut être plus s'il se confirmait que des institutions appartenant à certains organismes étatiques ne sont pas reprises dans ces chiffres. Toutefois, suite à l'émotion qui s'est créée dans l'opinion publique occidentale à la vue des images télévisées, un flux d'aide important privée et publique a été dirigé vers ces institutions, de sorte que certaines d'entre elles ont couvert leurs besoins immédiats en nourriture et médicaments notamment. C'est donc un groupe de 87 institutions qui a été retenu comme cible de l'aide d'urgence communautaire dont la plupart sont considérées comme étant dans l'état le plus critique.

A ces institutions seront fournis des produits alimentaires, des médicaments, des couvertures, du petit matériel médical. Mais le besoin de formation du personnel a été considéré comme urgent et prioritaire. Une carence grave persiste en effet dans le domaine de l'éveil et de la stimulation psychomotrice des enfants, domaines d'activité auxquels le personnel local n'est pas souvent familiarisé.

b) Le contrôle

L'expérience résultant de la mise en oeuvre des aides d'urgence précédentes suggère que le contrôle sur place doit être renforcé. Des actions prévues à cet effet sont les suivantes :

- au niveau de la Commission il conviendra de mettre sur pied un dispositif qui, conformément à ce qui a été convenu avec les Etats Membres en matière d'aide d'urgence aura pour objectif de coordonner l'action communautaire avec celles des Etats membres et d'autres donateurs, coordonner les ONG partenaires de la Commission, superviser l'action communautaire et la valoriser auprès des média, des autorités locales etc.
Le coordonnateur devrait être désigné dans le cadre de la structure mise en place par la DG I, sauf s'il n'était pas possible de trouver une personne ayant le profil recherché, la DG VIII recrutant un médecin ayant l'expérience en santé publique et santé infantile afin de couvrir les aspects médicaux de la coordination. Des contacts ont déjà été pris à ce sujet.
- au niveau des ONG, il est prévu un renforcement du personnel de supervision afin en ce qui concerne les dispensaires d'effectuer un contrôle par sondage (10 % au moins des 4.000 dispensaires) et en ce qui concerne les institutions, un contrôle de chacune d'entre elles. Ce personnel recevra une formation ad hoc.
- au niveau des dispensaires, il sera demandé d'établir un relevé de toutes les entrées dans les produits concernés et un registre comportant les informations nécessaires à la vérification de la distribution. Une fiche sera établie à cet effet et remise à chaque dispensaire.

c) Le calendrier

Compte tenu de l'arrivée prochaine de l'hiver période où les secours prévus seront les plus nécessaires, il convient de démarrer les opérations dans les plus brefs délais. Dans ce contexte, il conviendrait :

- que les décisions encore nécessaire de la Commission puissent être prises cette semaine afin de permettre le lancement immédiat de la 1ère tranche (1,7 million ECU),
- que la décision permettant la mise en oeuvre de la 2ème tranche (5,5 millions) soit prise dès l'adoption du budget 1991 et si possible encore avant la fin de cette année.

- que l'information sur l'ensemble du programme soit communiquée au Coreper, conformément à la procédure habituelle, dès ce jeudi 22 novembre.

Les distributions devraient être effectuées le plus rapidement possible, elles couvriraient les besoins pour une période de 3 à 6 mois.

5. Le programme

Sur la base des éléments indiqués ci-dessous, le programme indicatif suivant a été élaboré.

<u>via les dispensaires</u>	<u>Tonnes</u>	<u>ECU</u>
30.000 nourrissons 0-6 mois		
lait maternisé pour 3 mois de consommation	243	510.000
15.000 nourrissons 3-5 mois		
farine enrichie pour 3 mois de consommation	81	333.000
150.000 nourrissons 6-11 mois		
lait semi-écrémé enrichi 3 mois de consommation	1215	1.713.000
 <u>Via les institutions</u>		
- 6 mois de consommation pour environ 17.400 enfants soit :		
maïs (achats locaux)	1253	162.000
haricots	252	101.000
huile	157	101.000
sucre	104	30.000
lait	313	405.000
- couvertures nombre : 52.000		212.000
- 6 mois de besoins médicaments + matériel médical	-	244.000
- formation (51 personnes pendant 6 mois)		945.000
 <u>Personnel de contrôle</u>		
29 personnes		236.000
<u>Réserve</u>		2.208.000
<u>TOTAL</u>		7.200.000

.../...

Le programme sera mis en oeuvre par les organisations présentes à la réunion :

- Ligue des Sociétés de Croix Rouge
- M.S.F. Belgique
- Equilibre

La Ligue des Sociétés de Croix Rouge prendra en charge les dispensaires en Moldavie et 50 Institutions dans tout le pays.

M.S.F. Belgique opérera en Transylvanie (dispensaires et 20 institutions).

Equilibre agira dans le sud du pays au niveau des dispensaires et interviendra dans 17 institutions dans lesquelles elle a participé à la mise en oeuvre du programme chauffage.

D'autres ONG pourraient participer à ce programme, sur la base de la Réserve notamment.

Destinataires :

MM. Frisch
Pooley

Cadioux
Garvey
Mogensen

Cabinet de M. Andriessen :
M. Brouwer

Cabinet de M. Marin :
M. Ayet

Cabinet de M. Matutes :
M. Pierini

Secrétariat Général :
M. Steinel

Helmut Pasquazzo

D-7425 Hohenstein 4, 12.11.90
Auchtertweg 18
Telefon: 07387/505
dienstlich: 07121/303 2878

Persönlich

Herrn EG-Kommis:
Dr. Martin Bang
c/o Kommission
Europäischen Ge
Rue de la Loi 200

B-1049 Bruxelles

To
From
Date

19 → cas.
Andree
A par el dossier
Roman.

RU	SVS	PW	MAC
INETT BANGEMANN			
15 -11- 1990 3893			
RB	VE	SB	LA
MORPHY			

Betr.: EG-Hilfen für rumänische Kinderheime

→ M. Garmay
Helmut #22.11

Sehr geehrter Herr Dr. Bangemann,

aus Presseberichten habe ich unlängst erfahren, daß die EG für rumänische Kinderheime, und zwar für die Verbesserung der Versorgung mit Medikamenten, Nahrungsmitteln und Heizung, einen Betrag von mehreren Millionen US-Dollar zur Verfügung gestellt hat.

Ich bin selbst in einer Hilfsaktion für die rumänische Stadt Sighetul-Marmatiei, die unter der Federführung der Caritas-Kreisstelle Reutlingen läuft, engagiert und war allein in diesem Jahr schon viermal in Rumänien. Die Caritas-Kreisstelle Reutlingen hat über den Deutschen Caritasverband und die Euro-Caritas Brüssel einen EG-Zuschuß aus den oben erwähnten Mitteln beantragt, um damit das Kinderkrankenhaus Sighetul-Marmatiei mit dringend benötigten Medikamenten und Kleinkindernahrung zu versorgen. Jetzt höre ich mit Entsetzen, daß die EG-Mittel anscheinend direkt an rumänische Stellen gehen sollen -mir ist zugetragen worden, die Gelder gingen an die rumänische Armee-. Sollte dies zutreffen, so wäre dies für alle Initiativen, die die Situation vor Ort bestens kennen, ein Schlag ins Gesicht. Sollten die Gelder an die rumänische Armee oder auch an das rumänische Rote Kreuz gehen, so könnte man sie m.E. auch zum Fenster hinauswerfen. Der Effekt wäre vermutlich der gleiche. Tatsache ist nämlich, daß beispielsweise die Versorgung mit so elementaren Gütern wie Lebensmitteln, Bekleidung, Medikamenten -die gibt es zur Zeit überhaupt nicht!- und Waschmitteln, seit dem Sommer so schlecht ist, wie noch nie. Selbst zu Ceauscescus Zeiten war sie nie so katastrophal wie derzeit. Bei unserem letzten Hilfstransport nach Sighetul-Marmatiei konnten wir uns davon selbst überzeugen. So gibt es seit Monaten keine Antibiotika, keine Anaesthetika -nicht einmal Aspirin ist zu haben-, keine Injektionsspritzen usf.. Dies gilt zumindest für die Situation in Nordsiebenbürgen. Dies beweist mir, daß die rumänischen Strukturen, sei es das Rote Kreuz, sei es die Armee oder sonstwer, nicht in der Lage sind, für eine ordnungsgemäße Verteilung der so dringend benötigten Güter zu sorgen. Ich erinnere mich an Presseberichte, in denen eindringlich geschildert

wurde, wie Lebensmittel und Medikamente in Bukarester Lagerhäusern vergammeln bzw. bei der Armee oder auf dem schwarzen Markt landen, nicht jedoch bei den Betroffenen.

Die Caritas-Kreisstelle in Reutlingen hat eine seriöse Aktion aufgezo-gen, d.h. wir sind nicht einfach ins Blaue gefahren, sondern haben uns bewußt einen Ort abseits der Hauptstraßen ausgesucht, da wir -wie sich dann herausgestellt hat, zu recht-vermutet hatten, daß abseits der großen Magistralen nichts hinkommt. Wir haben uns dann vorher vor Ort kundig gemacht, um genau zu erfahren, was am dringendsten benötigt wird, damit die zur Verfügung stehenden Mittel effizient eingesetzt werden können. Dies ist uns auch gelungen. Auf Transporten im Juni und im Oktober/November hat uns ein Mitarbeiter des Reutlinger General-Anzeigers begleitet und darüber im GEA berichtet (siehe Anlagen).

Unsere Enttäuschung und unser Entsetzen darüber, daß EG-Mittel nun anscheinend über Kanäle, die Kenner des Landes für, um es gelinde zu sagen, "undicht" halten, nach Rumänien fließen sollen, ist sehr groß. Ich wäre Ihnen, sehr geehrter Herr Bangemann, daher sehr dankbar, wenn Sie sich dafür verwenden könnten, daß EG-Gelder für so wichtige Projekte nicht verplem-pert, sondern den Institutionen zur Verfügung gestellt werden, die die Gewähr dafür bieten, daß solche Gelder effizient eingesetzt werden und auch denen zu gute kommen, für die sie gedacht sind.

Für Ihre Bemühungen danke ich Ihnen und sende Ihnen

freundliche Grüße.

Ks
H. Penquartz

Anlagen

Bett, Arznei und Sense: alles wird gebraucht

Verheerende Zustände in Krankenhäusern und Pflegeheimen – Nächste Fahrt für Herbst geplant

Reutlingen/Sighetu-Marmatiei. (joh) Krankenhausbetten samt Matratzen und Bettwäsche, vielerlei Medikamente, Einwegspritzen, Rollstühle, Sensen und natürlich Nahrungsmittel: Lebenswichtige Hilfsgüter lieferte eine Reutlinger Hilfsaktion in einem 41-Tonnen-Lkw und einem Kleintransporter in die 1 400 Kilometer entfernte Stadt Sighetu-Marmatiei. Sachen im Wert von rund 35 000 Mark und doch nur ein paar Tropfen auf den heißen Stein. Mehr denn je tut Hilfe not, um die Bevölkerung des gebeutelten Karpatenlandes auch nur mit dem Grundbedarf versorgen zu können.

Möglich gemacht hat dieses Unternehmen eine Spende der Stadt Reutlingen in Höhe von 20 000 Mark und zahlreiche Spenden aus Wirtschaft und Bevölkerung mit insgesamt 15 000 Mark. So beteiligte sich ein Biberacher Pharmabetrieb mit Arzneiprüben im Wert von 4 000 Mark an der Aktion, eine große Reutlinger Spedition stellte kostenlos einen Lkw für den Transport zur Verfügung. Schließlich spendeten die Vizeamtinnen des Klosters Untermarchtal Nonnenmäntel und Nonnenröcke für ihre Glaubensschwestern vom Orden »Dienerinnen des Herrn«, die nach über 40 Jahren Verbot dabei sind, sich zu reorganisieren und die sich wieder der Krankenpflege widmen wollen.

Die Organisation und Durchführung des Hilfstransportes lag in den Händen von Helmut Pasquazzo. Ausländerbeauftragter der Stadt Reutlingen und eigentlicher Initiator der Aktion, sowie Eduard Becker, Leiter der Caritas Kreisstelle in Reutlingen. Mit auf der Expedition waren der pensionierte Fernfahrer Remig Rogg aus Meidelstetten, der mit Becker den großen Lkw sicher über die abenteuerlichen Straßen Rumäniens brachte. Das gleiche vollbrachte Stefan Pasquazzo, der Sohn des Reutlinger Ausländerbeauftragten, mit dem Kleintransporter. Als Dolmetscherin leistete die aus Kronstadt stammende Erzieherin Erika Klutsch aus Metzlingen wertvolle Dienste.

Helmut Pasquazzo war bereits Mitte März in die rumänische Stadt an der Grenze zur Ukraine gereist, um genau zu ermitteln, was das dortige Bezirkskrankenhaus und das Pflegeheim für chronisch Kranke am dringendsten benötigen. Dadurch wurde vermieden, was in der Hilfe für Rumänien leider oft vorkommt: Die Hilfsgüter sind unnützt und/oder können nicht verwendet werden.

Dr. Alexandru Chifor, der Leiter des Bezirkskrankenhauses in Sighetu, betonte, wie wichtig es ist, daß Hilfe gezielt kommt: »Wir haben schon medizinische Geräte geliefert bekommen, ohne daß eine Gebrauchsanleitung dabei war.« Für die Reutlinger Initiative fand der 37jährige Herzspezialist lobende Worte: »Wir schätzen es sehr, daß Herr Pasquazzo sich vor Ort erkundigt hat, was wir brauchen. Die effektivste Hilfe kommt aus Deutschland.«

Die Liste der benötigten Medikamente ist lang. Es fehlt an Narkosemitteln, Antibiotika, Cortison, Mitteln zur Blutstillung, zur Lösung von Krämpfen, gegen Asthma und Pilzvergiftungen, Leberschutzmittel, Eisenpräparate, intravenöse Röntgenkontrastmittel und andere



Beim Ausladen der Hilfsgüter im Hof des Pflegeheimes von Sighetu-Marmatiei. GEA-Fotos: joh

mehr. Auch Fachliteratur und medizinische Geräte, zum Beispiel Dialyseapparate oder Astringergeräte zur Messung des Blutsauerstoffgehaltes sind gefragt. Kein Wunder, daß Helmut Pasquazzo gegenüber Dr. Chifor vor übertriebenen Hoffnungen warnte: »Wir helfen sehr gerne, aber wir wollen keine falschen Erwartungen wecken. Wir sind auf weitere Spenden angewiesen.«

Hinter Bedarfslisten und Wunschzetteln verstecken sich erbärmliche Einzelschicksale: Körperbehinderte, Geistesschwache, alte Menschen, insgesamt 160 Kranke beherbergt das Pflegeheim von Sighetu, das in einem ehemaligen Kasernengebäude untergebracht ist. Wann die Räume das letzte Mal gereinigt

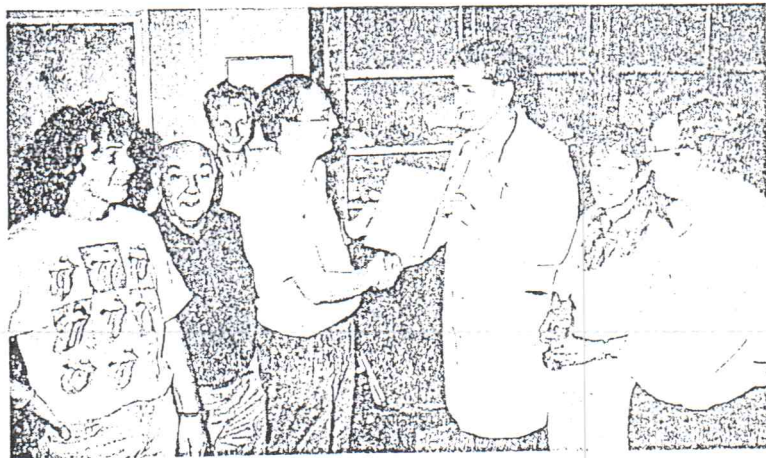
worden sind, die Bettwäsche ausgetauscht, weiß niemand. In einem Zimmer stinkt es nach Urin, in einem anderen liegen Essensreste auf dem Boden, eine alte Frau hat ihren vollen Nachtopf neben einer Schale mit gekochten Kartoffeln auf ihrem Bettischchen.

Bis zu zwölf Betten stehen dicht gedrängt in den Räumen. Manchmal ersetzt ein schmales Holzbrett den Bettrost. Die meisten Patienten dämmern im Halbdunkel vor sich hin. Ein paar schleichen im Gang herum, nur wenige sind in der Lage, in den Garten zu gehen. Einem Mann ohne Beine bleibt nichts anderes übrig, als sich auf seinen Armen fortzubewegen, weil es keine Rollstühle, geschweige denn Aufzüge, gibt.

Wie die Bevölkerung der 60 000 Einwohner zählenden Stadt sind auch die Patienten des Pflegeheimes zum großen Teil ungarischer Herkunft. Die Tatsache, daß Fremde durchs Haus gehen und mit ihnen sprechen, ihnen kleine Geschenke machen, erfreut die kranken Menschen. Das Pflegepersonal hat dafür kaum Zeit. Die katastrophalen Verhältnisse nehmen die Schwestern resigniert hin.

Mit der Ausbildung der Schwestern sehe es schlimm aus, erläutert Johann Godja, der aus Sighetu stammt und jetzt Pflegedienstleiter eines Freiburger Pflegeheimes ist. »1980 wurden die Schwesternschulen geschlossen, an allen Ecken fehlt daher gut ausgebildetes Personal.«

Trotz aller politischen Unruhen in der Hauptstadt Bukarest: Hilfe ist nötig und möglich. Der nächste Transport von Reutlingen nach Sighetu ist für Ende Oktober vorgesehen. Dann soll auch ein Kindergarten in der Nähe von Kronstadt angefahren werden. Die Verantwortlichen hoffen, daß bis zum Herbst weitere Spenden eingehen (Kreissparkasse Reutlingen, Konto-Nr. 64 400, Stichwort Rumänienhilfe), um den geschundenen Menschen in Rumänien ihr Los erleichtern zu können.



Die Spendenurkunde wird übergeben, v.l.n.r.: Stefan Pasquazzo, Remig Rogg, Johann Godja, Eduard Becker, Dr. Alexandru Chifor, Erika Klutsch und Helmut Pasquazzo.

Reutlinger Gemeindefrat - Anzeiger
Nr. 138 vom 19.6.90

1. Reutlinger Nachrichten
2. Reutlinger General-Anzeiger
3. Schwäbische Zeitung
4. Schwarzwälder Bote
5. Stuttgarter Zeitung
6. Stuttgarter Nachrichten

7. Allgemeine Zeitung - AZ -
8. Badische Zeitung
9. Schwäb. Tagblatt
10. Süddeutsche Zeitung
11. Frankfurter Allgemeine Zeitung
12. Reutlinger Wochenblatt

vom: 6.11.90

Nr.: 256



Begeistertes Spiel im Kindergarten mit den Luftballons aus Deutschland

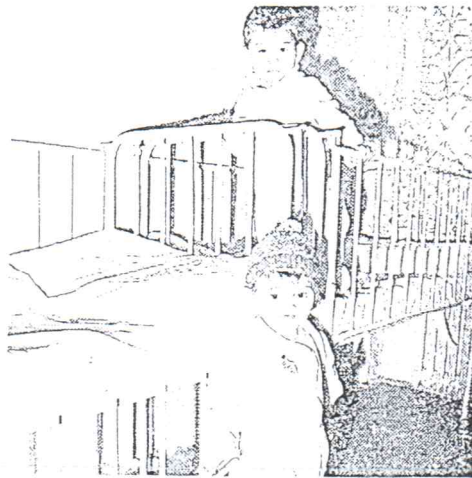
Hilfe für Kinder und kranke Menschen

Zwei Transporte mit Hilfsgütern aus Reutlingen kamen am Wochenende in Nordrumänien an

Reutlingen / Sighetu-Marmatiei. (joh) Zwei Reutlinger Hilfstransporte haben die nordrumänische Stadt Sighetu-Marmatiei erreicht. Nach dem Motto »Getrennt sammeln, vereint marschieren« hatten Helmut Pasquazzo, Ausländerbeauftragter der Stadt Reutlingen, und Eduard Becker, Leiter der Caritas-Kreisstelle Reutlingen, ihre zweite Aktion mit der Initiative des städtischen Kindergartens in der Nürtingerhofstraße abgestimmt. Während Pasquazzo und Becker das Bezirkskrankenhaus und das Pflegeheim für chronisch Kranke und Behinderte mit Hilfsgütern versorgten, besuchte Erika Klutsch, Leiterin des Reutlinger Kindergartens, den Kindergarten Nr. 13 in Sighetu.

Mit großem Hallo begrüßten Erzieherinnen und Kinder die Helfer aus dem Westen. Über Luftballons, Bastelscheren, buntes Papier, Bilderbücher, Spiele, Puppen, aber auch Vitaminpräparate, Frischobst, Zahnbürsten, Waschmittel, Kleidung und Fachliteratur freuten Kinder und Personal.

Nachrichten über die grausamen Zustände in Cighid und anderen rumänischen Kinderheimen hatten die Erzieherinnen und die Elternschaft des Kindergartens in der Nürtingerhofstraße veranlaßt, eine Aktion ins Leben zu rufen. Vom ursprünglichen Plan, einen Kin-



Ganz in Weiß: für die Kinder im Krankenhaus eine triste Atmosphäre.

benbürgen geht. Nach Sighetu-Marmatiei zu fahren bot auch den Vorteil, die Aktion mit der Beckers und Pasquazzos zu koordinieren, die bereits im Juni einen ersten Transport für die Stadt an der Grenze zur Ukraine organisiert hatten. Möglich gemacht haben die Kinderaktion Sachspenden in Höhe von rund 10 000 Mark sowie weitere 4 000 Mark, die auf ein

Im August hatte Erika Klutsch den Kindergarten besucht, um sich über die Situation und den Bedarf des Kindergartens zu informieren. Dann wurde, auch mit Hilfe der anderen Reutlinger Kindergärten, der Transport zusammengestellt. Dabei kauften die Initiatoren nicht nur neue Sachen; die Kinder selbst trennten sich von manch liebgewordenem Stück und verpackten es eigenhändig in Geschenkpapier. »Das hat den Kindern großen Spaß bereitet«, berichtet Erika Klutsch. »Beim Einpacken waren sie ganz eifrig bei der Sache.«

Eine Besonderheit des Kindergartens in der Strada Mihai Viteazu ist ein deutschsprachiger Zug, dem 25 der rund 80 Kinder angehören. Die Vier- und Fünfjährigen sind rumänischer, ungarischer und ukrainischer Herkunft. Seit September unterrichtet die Erzieherin Delia Kellermann, deren Mann Deutscher ist, ihre Schützlinge in deutscher Sprache. Die Besucher aus dem Westen konnten sich von den ersten Erfolgen überzeugen. Außer einem lauten »uten Taaag« hatten die Kinder bereits zwei Lieder im Repertoire. Die Idee zur Einrichtung dieser Gruppe kam von den Eltern der Kinder. Es handelt sich um (gemessen an den Verhältnissen) bessergestellte und intellektuelle Leute, die ihren Kindern durch das Erlernen einer Fremdsprache eine bessere Zu-

Ausschnitt aus

1. Reutlinger Nachrichten
2. Reutlinger General-Anzeiger
3. Schwäbische Zeitung
4. Schwarzwälder Bote
5. Stuttgarter Zeitung
6. Stuttgarter Nachrichten

7. Allgemeine Zeitung - AZ -
8. Badische Zeitung
9. Schwäb. Tagblatt
10. Süddeutsche Zeitung
11. Frankfurter Allgemeine Zeitung
12. Reutlinger Wochenblatt

vom: 6. 11. 90

Nr.: 256



Beim Ausladen der Hilfsgüter: Auf dem Lkw Erika Klutsch, mit dem Karton Eduard Becker, rechts daneben Helmut Pasquazzo und seine Frau Anni.

Fotos: Hoffmann

Weiterhin Engpässe bei Medikamenten

Operationen ohne Narkotika, Patienten, die an banalen Infektionen sterben: «Auch für die schlimmsten Notfälle haben wir manchmal keine Medikamente...

sind daher, sofern es das Spendenaufkommen zuläßt, geplant. Dann soll auch die Kinderabteilung des Bezirkskrankenhauses...

Ausschnitt aus

1. Reutlinger Nachrichten
2. Reutlinger General-Anzeiger
3. Schwäbische Zeitung
4. Schwarzwälder Bote
5. Stuttgarter Zeitung
6. Stuttgarter Nachrichten

7. Allgemeine Zeitung - AZ -
8. Badische Zeitung
9. Schwäb. Tagblatt
10. Süddeutsche Zeitung
11. Frankfurter Allgemeine Zeitung
12. Reutlinger Wochenblatt

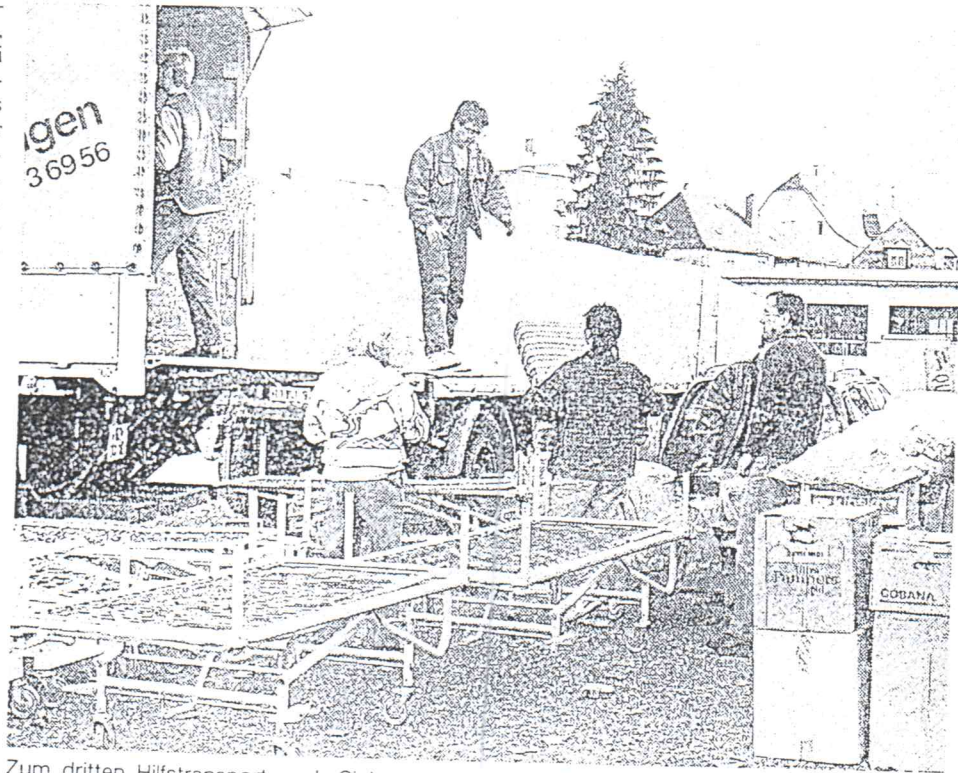
vom: 2. 11. 90

Nr.: 253

Medikamente, Spritzen, Spielsachen und Betten für notleidende Menschen in Rumänien

Caritas schickt dritten Hilfstransport nach Sighetul

Reutlingen. (-by) Seit gestern sind sie unterwegs: 20 000 Einwegspritzen, Medikamente, Spielsachen, Krankenhausbetten und allerlei Nützliches für Kranken- und Pflegeeinrichtungen in Sighetul Marmatiei in Rumänien. Dies ist der dritte Transport, den der Reutlinger Kreiscaritasverband zusammen mit dem Ausländerberater der Stadt Reutlingen ausgerichtet hat. Bestritten wurde die in doppeltem Sinne teure Last auch diesmal aus privaten Spenden, zu denen auch zwei italienische Vereine beigetragen haben, die – wie berichtet – zweimal zu einem »Arkadenfest« am Reutlinger Rathaus eingeladen hatten. Dort machten sie mit Helfern der Caritas auf die »erbärmliche Notlage« der Menschen im alten Siebenbürgen in Rumänien aufmerksam und fanden den rührenden Zuspruch: Eine Frau, die dem Treiben eine Weile zugesehen hatte und interessiert nach Einzelheiten der Aktion fragte, legte schlicht einen Hunderter in die Kasse und wünschte »viel Erfolg«. Verladen wurden die Hilfsgüter in einem Lagerhaus auf dem Reutlinger Festplatz Bösmannsacker. Von dort startete der Lastzug in Richtung Ungarn/Rumänien mit der ersten Station in Szolnok, der Reutlinger Partnerstadt in Ungarn, wo weitere Medikamente für Sighetul verladen werden sollen. Am Steuer des Trucks: der Geschäftsführer der Caritas, Eduard Becker, der die Hilfsgüter auch übergeben wird. Zusammen mit seinem Beifahrer wird er am Sonntag zurückerwartet.



Zum dritten Hilfstransport nach Sighetul Marmatiei in Rumänien gestartet: Sachspenden aus Reutlingen.
GEA-Foto: Pacher

Brussels, NOV 20 1990

KABINET F. ANDRIESSEN		
AANK.: 21-11-1990		
F. ANDRIESSEN H. WIJNMAALEN S. BROUWER F. GAUDENZI	SK	E. CERNER M. LEIGH C. WITTEBROOD ARCHIEF X

NOTE for Mr. BROUWER.

Subject: Habilitation concernant une décision à arrêter en vertu du règlement NO 3906/89 en matière d'aide humanitaire.

Please find attached the abovementioned document for the Commission's decision to -warrants on NOV 21.

I have got the positive opinion of the DG XIX (Mr. SIAT) and of the DG XX (Mr. Fischer). Unfortunately the Legal Service (Mr. Benyon) has been in a meeting in the Council the whole day.

I transfer the doc. to you anyway waiting for the reaction of L.S.

Sven-Ole Mogensson

HABILITATION CONCERNANT UNE DECISION A ARRETER EN VERTU
DU REGLEMENT (CEE) NO. 3906/89
EN MATIERE D'AIDE HUMANITAIRE

Conformément à l'article 27 du règlement intérieur provisoire de la Commission du 23 juillet 1975 (COM(75)PV 349, IX) modifié en dernier lieu par la décision du 21 décembre 1983 (COM(83)PV719, XVI.D), fixant les principes et les conditions selon lesquels la Commission peut déléguer ses pouvoirs.

Le Membre de la Commission chargé des Relations extérieures, de la politique commerciale et de la Coopération avec les autres pays européens est habilité au nom de la Commission et sous la responsabilité de celle-ci :

1. à adopter une décision en application du règlement (CEE) no. 3906/89 pour accorder une aide humanitaire d'urgence à la Roumanie en faveur de la population infantine entre 0 et 1 an, dans la limite de 1.400.000 ECU et à conclure les arrangements nécessaires avec les bénéficiaires.
2. En cas d'empêchement du Membre de la Commission chargé des Relations Extérieures, l'habilitation est exercée par un autre Membre de la Commission.
3. L'habilitation qui couvre ces décisions ne peut être exercée qu'après le visa préalable du Contrôleur financier, conformément aux dispositions du règlement financier.

Exposé des motifs

Suite à une mission effectuée en Roumanie du 4 au 14 novembre 1990 afin d'examiner les possibilités d'établir un programme d'aide en faveur de la population enfantine roumaine jusqu'à l'âge d'un an, il est envisagé d'octroyer une aide d'urgence à cette fin pour un montant de 1,4 MECU. Cette aide est une continuation de l'aide d'urgence pour les orphelinats en Roumanie, décidée par la Commission en date du 16 octobre 1990.

Au sein de ce montant, il est prévu d'utiliser 1,2 MECU pour l'achat de produits laitiers (baby milk) et de médicaments. Les 0,2 MECU restants permettront à la Commission d'assurer l'assistance technique nécessaire pour la gestion du programme d'aide en cours.

Le règlement (CEE) no. 3906/89 tel que modifié par le règlement (CEE) no. 2698/90, prévoit en son article 2 par. 1 dernier alinéa que l'aide peut être prévue également pour des actions d'aide humanitaire. Le Conseil et la Commission sont convenus que ces actions ne soient pas soumises à la procédure du comité de gestion instauré par ledit règlement, et que l'aide humanitaire ne devrait pas excéder 5% du budget prévu (500 mio ECU pour 1990).

Le montant prévu est disponible dans les crédits de l'article B996 du budget 1990.

19 / 11 / 90

DIRECTION GENERALE
RELATIONS EXTERIEURES

Muu

KABINET F. ANDRIESEN	
AANK: 19-11-1990	
F. ANDRIESEN H. VANHAALEN S. BROUWER E. GAUDENZI	E. GERNER M. LEIGH C. WITTEBROOD ARCHIEF

TELEFAX - TELECOPIE

A L'ATTENTION DE *Mr. S. BROUWER*
FOR THE ATTENTION TO :

53609

EXPEDITEUR *J. RAND* Tel. *56562*
SENDER *56752*

n° de FAX 236.43.04

MESSAGE *Herewith the briefing note for Mr. Andriessen for the
European Parliament re aid to Romanian orphans and the general
population.* /*Mr. Bangermann*

Nombre de pages :
Number of pages : *3 + cover*

In addition to the 2.5 MECU allocated in 1990 for the crash heating programme and the aforementioned repair of 17 institutions housing the most severely handicapped, 0.5 MECU has been allocated for 1990 to supply food and medicines to orphans, particularly those aged 0-3 years in orphanages, and it is proposed to allocate 1.2 MECU to launch a supply programme of milk, baby-food and medicines to infants aged 0-1 in the whole country. It is planned that both programmes will be continued in 1991. It is also proposed to allocate 0.2 MECU in 1990 for technical assistance.

The Commission Unit and its coordinating and technical staff are working in close cooperation with their respective Romanian counterparts. In particular they are dealing with the State Secretariat for the Handicapped under Mrs. Rodica MUNTEANU, Mr. Tudor POPESCU, the Prime Minister's special appointee for the technical aspects of the heating programme, Dr. Alexandra ZUGRAVESCU, Executive Secretary of the Committee for the Support of Children's Protection Institutions, the Ministries of Health and Defence and the banks and agencies responsible for the administration of the Counterpart Fund. Outside Bucharest it is in liaison with the prefects and district authorities responsible for the implementation of the programme in districts and who are of key importance in the successful completion of these actions.

Repairs are now in the process of being carried out and an emergency reserve of electric and kerosene heaters (plus kerosene where necessary) is being established to cover those institutions where repair is not possible in the time available. An agreement with PECO the national distribution company has been reached to guarantee that all essential deliveries to orphanages will be carried out.

These deliveries have been taking place for some time as was evident in a series of checks carried out by the technical team. In addition the Romanian authorities have guaranteed the delivery of necessary wood and coal for solid fuel systems.

In all the circumstances, and taking into account the fact that administrative arrangements for carrying out these tasks in Romania are in operation for the first time, the Commission is of the opinion that its programme is well adapted to the needs and possibilities of the situation. The major doubt concerning the heating of orphanages this winter viz the availability of fuel - is now being dealt with.

The Commission welcomes the efforts of aid provided both by some of the Member States and by many of the NGOs who have been working in Romania and are committed to staying there. The Commission team in Romania has already established good contacts and relations with these parties and will hold regular meetings to ensure an effective exchange of information and coordination. Discussions with regard to forward planning for 1991 in particular the setting up of a Training Centre for para-medical staff and a rehabilitation programme for the Romanian orphanages will be started soon. A great number of people are therefore doing the best they possibly can in the limited time available, especially as the full extent of the problem in the orphanages is still not fully clear in many instances and changes from day to day.

Nevertheless it is necessary to take account of the grave and growing problems being experienced generally in Romania in the matter of fuel supplies, food for the population in general and animal feeds. Romania's problems in these areas have been drastically escalated by such factors as the rise in oil prices, support of the UN embargo on Iraq and a severe summer drought which has reduced food production and fodder for animals. The Commission and other members of the G-24 Group have now been approached by Romania for assistance in these areas.

KABINET F. ANDRIESEN		
AANK.: 19-11-1990		
F. ANDRIESEN H. WIJNMAALEN S. BROUWER F. GAUDENZI	E. GERNER M. LEIGH C. WITTEBROOD ARCHIEF	X

TELEFAX - TELECOPIE

A L'ATTENTION DE ... *Mr. S. BROUWER*
FOR THE ATTENTION TO :
53609

EXPEDITEUR... *J. RAND*
SENDER

n° de FAX 236.43.04

MESSAGE *Herewith the report of Mr. Glauwitz that he asked me to give
to you and my note on the meetings held after Mr. Glauwitz's
report was written*
Jeremy Rand

Nombre de pages :
Number of pages : *10 + cover*

At this state of play comments are inspired by the following elements:

- I. The Programme
- II. Coordination / Communication
- III. Others

I. The Programme

The programme is taking off much slower than we expected at first and it is difficult, if not impossible to point out the reasons. Some of the reasons may be found in the points addressed below, but the main conclusion after two weeks and a half must be the following: the problem which the Commission has set out to resolve through a crash programme is of a dimension which can not be resolved through a crash programme. Repairing the heating systems in Romanian orphanages and children's homes needs a more structural approach than the Commission can offer now, and on such a short notice. It needs better and longer preparation to attack this problem. The objective which the Commission has set for itself can possibly be achieved before winter 91/92 starts but it is out of the question to achieve this goal right now.

The philosophy needs therefore to be changed. There should be a two-way approach:

- structural improvement of the living conditions in the institutions concerned, through insulation, repair of heating systems, improvement of management, supply with necessary food and medicines, supply of fuel well ahead.
- An emergency programme aiming at obtaining liveable conditions before or at the beginning of this winter through emergency action, involving supply of food, medicines and fuel, but without pretending that the whole country can be or will be adequately covered, and emergency supply of electric heaters and kerosene heaters (and where appropriate the kerosene).

Electric heaters and kerosene heaters would probably have to be purchased or otherwise obtained (army stocks, civil defence) in the Community, which could make the whole operation more expensive than is foreseen in the budget. On the other hand, if the CoR does not need to be recompensated for extra oil imports, as this part of the programme becomes ~~ir~~relevant under the electric kerosene heater scheme, there might be somewhat more room for manoeuvring.

We hope to give a fairly complete picture of the situation with regard to needs of electric and kerosene heaters and kerosene by early next week. It can then be decided what should be done.

One more point which should be mentioned here is the role of the army. In various letters and mission reports the impression was made that the army would be prepared to fully cooperate. We have not been able to identify such a full commitment. On the contrary, on various occasions army representatives have told us that the army would only let itself involved in exceptional case excluding (supervision of) transport, where they would be able to do something. But most definitely no inspection and repair of heating systems. The army is fully cooperating with the bilateral French programme, but this is based upon an official bilateral international agreement, in which the army's role is determined in black and white. There may be also a political consideration, as the CoR gives the impression to think that the French political commitment compares favourably to the Commission's action.

II Coordination and Communication

Mr Helm's visit to Bucharest on 14 September answered a lot of urgent questions: we now understand that communication is to be channeled through his office telex. This will indeed help us a lot, as (tele) communication with Brussels has been one of the major problems. All the same, the necessity remains to urgently install a telex in our offices, but I understand from Mr Helm that the office equipment which was requested can be expected soon now.

Coordination with the Romanian authorities is satisfactory, albeit sometimes rather ad-hoc. Moreover, new elements keep popping up. A new player in the game has emerged recently in the dynamic person of Mrs Alexandra ZUGRAVESCU, Executive Secretary (with Ministerial rank) of the Committee for the Support of Children's Protection Institutions. I have not been able yet to assess precisely Mrs Zugravescu's responsibilities, but hope to do so shortly, and will report about that as soon as possible.

Coordination with the NGO's is taking shape: we will now have a weekly meeting to exchange information and to see how things stand. Regular contacts now exist with MSF, Equilibre, Handicap International, as well as with the League of the Red Cross, but Médecins du Monde are more difficult to trace, and no direct contact with Red Barnet has been possible so far; the organizations are working in rather remote areas.

III Other issues

a. Mr PIRE's mission

Mr Pire will obviously submit a mission report, but my first impression is that the mission was successful. At any rate, Mr Pire was optimistic that food and medical supplies could be distributed efficiently before too long, although the resources available would not allow to cover the entire 0 - 3 population of the country. The objective would probably have to be scaled down to the 0 - 1 population only.

b. French Bilateral programme.

A meeting has been set up with the leader of the French bilateral programme of 50 million FF (Colonel PINEL). I will report on that separately, unless Mr Rand manages to take a summary report with him to Brussels.

c. Luxembourg

The Luxembourg State Secretary for Foreign Affairs, Mr Wohlfahrt, visited Romania on 12 and 13 November. During

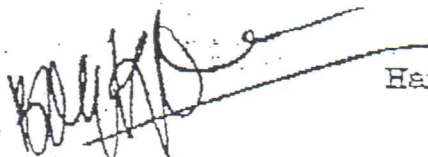
a private meeting in the Dutch residence he indicated that the Luxembourg Government was prepared to allocate 250.000 ECU to humanitarian aid, but lacking resources of monitoring and supervision, would welcome if this money could be joined to ongoing community activities. I suggested that the money be used to finance the rehabilitation of a number of homes which Equilibre is covering, and for which no financing has been found so far. Together with Equilibre we will elaborate a proposal with "fiche financier." and send it to the Lux. Govt. before the end of the month, for their consideration.

d. Mr Rand's services to the Programme

It is very much hoped, not only by myself, but by the entire team, that it will be possible for Mr Rand to return to Bucharest on 21 November at the latest, in order to stay until the foreseen end of the mission: 17 December 1990. See a separate note on this subject in the annex.

e. End of mission.

From Mr Helm I understand that it is now foreseen that the mission will indeed end on 17 December at the latest. Both the experts from Crown Agents and myself are working under that assumption, so that, as far as our own arrangements are concerned, we will take the necessary measures to leave Bucharest by that date. I also understand that Crown Agents can provide a permanence during Christmas and New Year's period, if so wished. Finally, Mr Helm indicated that after termination of this mission the involvement of EC-officials on the spot will be incidental. Whatever decision on this matter will be taken, I would like to suggest that for this type of operation a person with ample experience in project management and operational activities be appointed for the supervision (to be found within DG VIII?). Last but not least, I intend to be in Warsaw from 26 - 30 November in order to finalize my own arrangements with the Polish authorities, which had to be interrupted by my departure to Bucharest on 12 November.



Hans Glauhitz

Bucharest, 14 November 1990

TO WHOM IT MAY CONCERN

d]
>]
In the interest of the further implementation of the programme, I urgently request that Mr Jeremy RAND be allowed to return to Bucharest, on Wednesday 21 November at the latest, in order to continue the useful work which he has done so far. This consists, inter alia, of the following:

- solving language problems, as some of the team members speak only English, whereas others do not. Mr Rand, who is fluent in French, often serves as a mediator.
- Liaison with NGO's.
- Assisting in getting communications with the outside world.

Moreover, Mr Rand is very well informed about Romania, which is to the benefit of the whole team, and is now authorized to sign in my absence orders for payment of the 700.000 lei float, and will be authorized to do the same with regard to expenditures from the 500 million lei Counterpart Fund facility.

In the difficult circumstances under which we have to work here, any assistance is more than welcome, and Mr Rand has proved to be well qualified to provide such assistance. I would, therefore, urgently appeal to whoever is responsible for this matter within the Commission, that Mr Rand be seconded to the Bucharest team until the end of my mission (which will be, presumably, also the end of Mr Rand's mission), i.e. 17 December 1990.

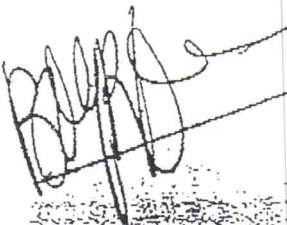
Hans GLAUBITZ

First Secretary

Delegation of the EC-Commission

Warsaw, Poland

(temporarily on mission in
Bucharest, Romania)



ROMANIA; COUNTERPART FUND.

State of play 13 November 1990.

- 1) On Tuesday 13 November the coordination unit (Messrs HAP, BERGMANN, RAND and GLAUBITZ) had a discussion with Messrs RARES (Undersecretary of State, Foreign Investments and Economic Assistance), IVAN (Bancoop), DINULESCU (Bancoop), and BARBULESCU (Bank for Agriculture and Food Industry).
- 2) Messrs RAND and GLAUBITZ signed the necessary documents authorizing them to draw on the 700.000 lei facility for local expenditure for the Coordination Unit and Technical Team.
- 3) Mr RARES suggested that Mr IVAN be appointed to manage the CPF on the Romanian side. Mr RARES would be the authorizing official, Mr IVAN his replacement. On the EC side, for the Commission Mr GLAUBITZ (replacement: Mr RAND), and for the Technical Assistance Mr HAP (replacement Mr BERGMANN) would be authorized to countersign orders for expenditures from the 500 million Lei facility.
- 4) No documents were signed at this stage, as Mr RARES was not yet informed by the State Secretariat for the Handicapped of the arrival of Mr KRENZLER's Note to Mrs MUNTEANU, in which Mr GLAUBITZ was authorized to sign contracts and payment orders on behalf of the Commission. In the absence of Mr RARES (he will be in Brussels for three weeks), this note will now be taken up and finalized with Mr IVAN, later this week.
- 5) During his stay in Brussels, Mr RARES will discuss the responsibilities of Mr IVAN. He suggested that Mr IVAN be responsible for collecting the money from the food aid sales, auditing and verification, execution of invoices and money orders; the money will continue to ^{be} in an account with the Bank for Agriculture and Food Industry (presently it is there on an interest bearing account).

6) ~~and remuneration~~ I did not comment on the possible involvement of Mr IVAN and his responsibilities, as this seemed to go somewhat beyond the mandate to set up practical arrangements for getting access to the CPF for humanitarian purposes. I suggested that Mr RARES discuss these matters in Brussels. As far as appointing Mr IVAN as authorizing official in Mr RARES's absence, that seems to be a purely Romanian matter, to which the Commission could not object.

7) To conclude:

- necessary arrangements have been made to draw money from the CPF for local expenditure of the EC/TA Team, on the signatures of Glaubitz/Rand. (700.000 lei facility)
- necessary arrangements for drawing on the bulk of the CPF (500 million lei facility) will be finalized this week. Authorizing officials will be Glaubitz (Rand) for the Commission, Hap (Bergmann) for the TA team, and Rares (I) for the Romanian side.

Hans Glaubitz



Note for the attention of Mr. Garvey

Subject: Update on the activities of the E.C. Unit in Bucharest

Meetings held on Thursday November 13 1990:

1. Coordination meeting the French-Bilateral programme

A meeting was held between the E.C. Unit and the French for an exchange of information on each side's respective programmes as a follow-up to informal contacts already established. Present for the E.C. UNIT were Messrs. GLAUBITZ, HAP, BENTON and RAND and for French, Mr. CARASSO (Attaché de Coopération at the French Embassy and responsible for humanitarian aid to Romania), Colonel PINEL of the Sécurité Civile, head of the Détachement Soutien Logistique (D.S.L.) and his assistant, Major MARTIAL.

Mr. CARASSO outlined the nature of the French aid programme. It was an integrated programme ranging from equipment to blankets to medical supplies and care. Logistics would be supplied by the D.S.L. and the personnel by the French N.G.O.s. The structure that has been set up is to coordinate all sources of aid from France, be it government (as in the aid trains, the second of which arrived on Tuesday November 13 1990), private companies (as in TOTAL's gift of 70,000 litres of Type 3 Winter heating fuel), individuals or whoever. Colonel PINEL explained to Paul BENTON, the Technical Unit's fuel specialist the nature of the TOTAL's action and the depot's they had established, to be monitored by Equilibre, an N.G.O.

Mr. BENTON outlined the visits to PECO he had made which had given the confidence that they had a system which could assure fuel deliveries, were aware of the top priority now to be given to the orphanages, were liaising with the prefect and district authorities, and had made recent deliveries to orphanages as a response to the new priority assured to them.

Messrs. HAP and GLAUBITZ explained the other elements of the heating programme and it was concluded that, apart from actions such as those by TOTAL heating was our concern.

The medical and food programmes envisaged were also outlined. Mr. CARASSO was very worried about the risk of the baby food that is to be distributed through the Ministry of Health's distribution system being misappropriated and sold abroad. Colonel PINEL explained that the French N.G.O. Pharmaciens Sans Frontières had offered to control some depots and medicines that came into Romania and Mr. GLAUBITZ will contact them next week to see what they could do. At present they are controlling the distribution of medicines in the depot in Bucharest to the N.G.O.'s in



COMMISSION
OF THE EUROPEAN
COMMUNITIES

Brussels, 16.11.90
JR/jr

DIRECTORATE-GENERAL
EXTERNAL RELATIONS

the field.

Rue de la Loi 200 - B-1049 Brussels - Belgium

Telephone: direct line 23..... exchange 235-11.11 - Telex: COMEU B 21577 - Telegraphic address COMEUR Brussels - Telefax: 23.....

Mr. CARASSO gave us a copy of a list of Institutions they had drawn up as a synthesis of all documents they had received from the Romanian Government, which was currently being checked by French N.G.O.'s and was therefore not definitive. It will be checked against the list we are compiling. Meetings have been arranged for Tuesday and Friday of next week and will be held weekly from now on at the same time as our weekly meetings with the N.G.O.s contracted to us.

2. Meeting with Mr. IVAN on arrangements for the Counterpart Fund.

Mr. GLAUBITZ will file a report on this through Mr. HELM and also one on the possibility of financing from Luxembourg (see separate report).

Mr. GLAUBITZ plans to start discussions on forward planning next week.



Note for the attention of Mr. MOGENSEN

Subject : Romanian Orphanages

Mr. Frans Helm of MRP Consultants phoned me at lunchtime today and I told him that in respect of the provision of fuel oils for Romanian orphanages we should count supplies as from the date of Mr. Andriessen's letter, namely October 25th.

He also informed me that final diagnostic reports on the heating systems in orphanages would have been completed in all the 41 districts by the end of this week. Work orders are already going out in respect of the initial repairs and they commence to be undertaken. The reports so far show that about one third of the institutions need some kind of repair ranging from minor up to fairly major work.

The astounding thing is that the number of institutions housing orphans seems to be nearer to 500 than 400. The investigatory teams are discovering institutions which were not included or even known when the Ministries submitted to the government their allegedly definitive list of institutions.

Mr. Helm promised a full progress report early next week.


Tom GARVEY
Director

cc : Mr. Brouwer

NT220/1



Bruxelles, le 16. XI. 1990
GM/ep(AIDA/002)
A/

DIRECTION GÉNÉRALE
DU CONTRÔLE FINANCIER

XX.C.3 (90) D- 5034

*Note à l'attention de M. BROUWER
Chef de Cabinet adjoint de M. ANDRIESSEN*

*Objet : Lettre de M. GARVEY à M. PETRU RARES – Deputy Chairman
Governmental Agency for Coordination of Foreign Aid*

*La lettre reprise sous objet que vous m'avez fait parvenir pour
information soulève les observations suivantes de ma part.*

- 1. Comme principe général, s'agissant d'une mesure de nature à engendrer une dépense, ou donnant des règles à suivre pour effectuer une dépense, elle aurait dû être soumise au visa préalable du Contrôle financier. Celui-ci est en train de faire le nécessaire afin de régulariser cette situation et éviter qu'elle ne se reproduise à l'avenir.*
- 2. Le Contrôle financier n'a pas d'objection quant aux modalités à suivre pour l'utilisation du montant de 500 millions de Lei à prélever sur le fonds de contrepartie engendré par la vente de l'aide d'urgence. Ces modalités sont d'ailleurs analogues à celles prévues pour les fonds de contrepartie existant dans d'autres secteurs et se basant sur le principe de la double signature, dont une du représentant de la Commission sur place, dans le cas d'espèce M. GLAUBITZ, qui devient donc le responsable de la gestion de ces fonds vis-à-vis de la Commission.*
- 3. Par contre, la mise à disposition à M. GLAUBITZ, qui n'a pas le statut de fonctionnaire de la Commission, de 700.000 Lei (environ 27.000 Ecus) provenant du fonds de contrepartie pour le financement des frais opérationnels (frais d'hôtel, location de voitures, etc.) des unités de coordination et technique soulève quelque perplexité aussi bien sur la légitimité de cette utilisation que sur la nature de la dépense, qui n'est pas clairement définie, et sur les modalités de déboursement laissées à la seule responsabilité de M. GLAUBITZ.*

Je pense par conséquent que l'ordonnateur, dans un souci de transparence sur la gestion de ce fonds et pour un meilleur respect des règles de bonne gestion, devrait au moins fixer avec précision le type de dépenses à financer et les règles à suivre pour la dépense.



L. de MOOR
Directeur général

cc. : M. GARVEY

cc. Mr. Mollinier

~~Sjake Brouwer~~

Copy of this note will be sent to DG VIII.

I am pleased to confirm herewith the suggestions contained in your above note, following the interservices meeting DG I/DGVIII of 16.11.90.

Subject : Humanitarian aid to Romania - DG VIII actions - Your note of 16.11.90

Note for the attention of Mr. Tom Garvey
Director

Brussels, 20 November 1990
SB/ms/0303

Cabinet of Vice-President Frans H.J.J. Andriessen
Deputy Head of Cabinet

COMMISSION
OF THE EUROPEAN
COMMUNITIES





COMMISSION
OF THE EUROPEAN
COMMUNITIES

Cabinet of Vice-President Frans H.J.J. Andriessen
Deputy Head of Cabinet

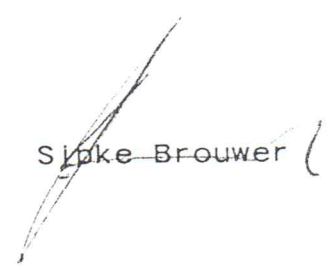
Brussels, 20 November 1990
SB/ms/0303

Note for the attention of Mr. Tom Garvey
Director

Subject : Humanitarian aid to Romania - DG VIII actions
- Your note of 16.11.90

I am pleased to confirm herewith the suggestions contained in your above note, following the interservices meeting DG I/DGVIII of 16.11.90.

Copy of this note will be sent to DG VIII.


Sijpe Brouwer

cc. Mr. Molinier



COMMISSION
DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES

Bruxelles, le 16 novembre 1990
GC/nv

DIRECTION GÉNÉRALE
RELATIONS EXTERIEURES

NOTE A L'ATTENTION DE MONSIEUR S. BROUWER

Objet : Aide humanitaire à la Roumanie – Actions à mener par la DG VIII
– Réunion interservices DG I/DG VIII du 16.11.90


Suite à la réunion Interservices visée en objet, il a été agréé que les actions à organiser par la DG VIII devraient l'être sur la base des dispositions budgétaires suivantes :

- a) Pour ce qui concerne la fourniture et la distribution d'aliments pour enfants et de médicaments destinés aux orphelinats roumains, un montant de 0,5 MECU a déjà été engagé pour 1990 sur la ligne budgétaire 996. Il est dans l'intention de la DG I de dégager à partir de ladite ligne budgétaire un montant de 0,7 MECU sur le budget 1991 afin d'assurer la réalisation de la deuxième tranche de cette action.

b) Pour ce qui concerne la population enfantine roumaine, la priorité au sein du groupe des enfants de 0 à 3 ans doit être accordée aux enfants d'un an ou moins. Afin d'assurer la livraison et la distribution d'aliments à cette partie de la population, il sera proposé à la Commission d'engager un montant de 1,4 MECU sur la ligne budgétaire 996 dès 1990 (dont 0,2 MECU destiné à l'assistance technique nécessaire à la conduite des actions concernées par la présente note).

Il est, de plus, dans l'intention de la DG I de dégager à partir de ladite ligne budgétaire un montant de 4,8 MECUS sur le budget 1991, afin d'assurer la réalisation de la deuxième tranche de cette action portant sur une durée totale de 3 mois environ et d'un coût global estimé à 6 MECUS.

Je vous saurais gré de bien vouloir me confirmer votre accord avec cette approche.


 T. GARVEY
 Directeur

M
T commissaire?
 + cc Kelvin (Aidace)
 fl. 20.11.90

KABINET P. ANDRIESSEN		
AANK.: 19-11-1990		
P. ANDRIESSEN H. WIJNMAALEN S. BROUWER F. GAUDENZI	P. GERNER M. LEIGH C. WITTEBROOD ARCHIEF	✓

Subject: Humanitarian Aid Programme Romania
 Status Report (No. 2) as per 14.11.90
 (D - work directly initiated by the EC Support Team)
 (N - work of contracted NGOs)
 (G - Government action)

HEATING / SANITATION

1.1. Data Base / Survey

a) General Data Base

It has become apparent from the information available that the total number of homes housing orphans and/or handicapped children will be nearer to 500 rather than 400 as originally estimated. The EC team has established a list based on official data obtained from the Government (which seems to be incomplete) and that available on NGO level. In the next days this list will be checked against a similar list meanwhile established by the Red Cross League which hopefully will result in a complete picture.

b) Data on Repair Needs

D - Returns from two surveys contracted on 02/11 and 05/11/90 to two local firms to estimate the extent and cost of required repair work in children homes (electrical and mechanical faults in the heating systems as well as fuel consumption and storage capacity) were received for 16 districts out of 41 (covering approx. 100 homes). Target date for receiving the last returns is the 15.11.90 so that the team expects to have a reasonably certain projection of the size of the repair work to be undertaken by the 17.11.90.

N - Four of the five NGOs (in the process of being) contracted are already on the spot and have initiated work. Altogether 26 homes have been inspected. 17 were found to be in need for repairs and corresponding repair schedules were drawn up. Another 7 are expected to be inspected before the end of the months.

G - The returns form a Government initiated survey channelled through 41 district committees (Army, Ministry of Health et al.) has, so far, not brought major results.

1.2. Repair Work Initiated / Carried Out

D - (The size of the task has not yet fully been established. Present guestimates of the EC team envisage 100 to 150 homes in

which repairs have to be carried out.) On the basis of the above mentioned returns first repair orders will be issued within the next few days. Estimated repair time varies in most cases between 10 and 20 days depending on the extent of repairs. It is hoped that a more precise data on the extent of the repair task and an approximate time schedule can be established by the 21.11.90.

From some of the survey returns received it was noted that apart from difficulties with the actual heating system faulty insulation, broken windows, etc. contribute to the heating problem. To the degree the resulting repairs can be paid for in local currency the EC team has agreed to make CP funds available for this purpose.

N - The results as to date are: one home repaired, 10 homes under repair and expected to be operational 1st week of December. A further 7 homes are expected to be repaired by mid-January 1991.

1.3. Import of Spares for Heating Systems

Importing spares for the repair of heating systems will contribute little to problem solving at least in the short run. Even under optimistic projection it would take at least three weeks before spare parts would be at the place where needed (consolidation of spare requirements - only possible after processing survey results, i.e. after 17.11.90 - verify sources of supply placing of order: 10 days, delivery and distribution: two weeks, if spares are in stock otherwise a matter of months).

1.4. Fuel Supplies

A supply contract has been signed with the Government fuel company PECO to establish the priority for deliveries to children homes and for the reimbursement of the heating oil delivered to children homes as from October 25th, 1990. Once the results of the above mentioned (D) survey are complete a delivery schedule will be worked out and an estimate of the required total established. Meanwhile the distribution potential of PECO and subsidiary transport company ITAPP has been checked by the team. Whilst the result was positive in general terms there might be a shortage of transport as a large proportion of the tanker fleet is unserviceable due to a national shortage of batteries and tyres. An amount of approximately ECU 10000 to 15000 might have to be set aside from the spare part import component to rectify this situation.

1.4. Contingency Planning / Action

In view of the delays in getting the repair work on the way and finished the EC team decided on contingency measures. After examining the options available locally it was decided to place

an order for 200 kerosene heating ovens with a local company in the next days the end of the week. A minor component (approx. US\$ 30 per unit) will be imported under the heating spares component budget line. The first units should be available about two weeks after placing the order. The heaters will be kept in several depots on district level as a stand-by for those homes where the heating situation becomes critical.

At the same time the supply of kerosene to the homes affected will be organised. This may require the purchase of storage drums.

INFANT FOOD / MEDICINES SUPPLIES

The import and subsequent distribution of infant food and medicines is arranged by DG VIII. The action is still under preparation. The EC team understands that negotiations with the NGO(s) to be involved are foreseen for the coming week. Within Romania the infant food and medicines are to be channelled through the Ministry of Health using the net of the Ministry's pharmacies. Close cooperation with the EC support team was agreed with the DG VIII official responsible.

SUPPORTING ACTION

EC Support Team

The EC Support Team has been fully installed in Bukarest between 29.10.90 and 12.11.90 (Coordination Unit: 2 experts / Technical Unit: 4 experts plus local support personnel) with the Government providing office space and transport. Due to the limited role taken by the Armed Forces in the EC Programme the task of the EC team will be much larger than originally envisaged.

A contract is being prepared for the logistics expertise provided by Crown Agents (3 experts). A further member of Technical Unit, a heating engineer was contracted under the PHARE Framework Agreement which will also provide the base for contracting the coordination personnel.

NGOs

From those NGOs involved in the repair programme four are on site. The EC team has not been informed as yet regarding the probable starting date of the fifth NGO.

Only one of the NGOs has so far a contract. All other contracts are under preparation.

The Red Cross League and MSF organisations to be involved in the import and distribution of food and medicines have both permanent staff in Romania. The EC team understands that the contractual arrangements will be initiated soon.

Government

It appears that the launching of the State Secretariat for the Handicapped is a far more difficult task than foreseen by the Government institutions involved. After an initial promising start it has now become slowed down in the struggle for adequate resources. But even if this problem has been resolved, it will certainly take considerable time and training, particularly in the area of public management and logistics, before it will be in a position to take significant action in or control of the EC Programme.

Counterpart Fund

The procedures to effect payment from the counterpart fund have been established along the line of instructions received from the Commission.

Member States

France: Under the auspices of an Aid Agreement signed on 04.11.1990 the French Government has launched a FF 25 million programme benefiting abandoned and handicapped children in Romania. A train with emergency supplies (incl. heating fuel) and support personnel from the Civil Defence Force (Securité Civile) arrived on 07.11.90. In contrast to the EC Programme the French effort seems to have full cooperation by the Armed Forces (transport, storage, accommodation for the support personnel).

Luxemburg: The EC team understands that Luxemburg might be willing to contribute to the effort of helping the Romanian orphans and handicapped children.

Other Matters

A delegation from the European Parliament* met with the States Secretariat for the Handicapped, the EC team and representatives of the NGOs. The EC team had the opportunity to outline the EC Programme and the role of the team in its implementation. The questions asked referred principally as to the sufficiency of funds for the task at hand and the problem of limiting the programme to the present target group.

* Ms M. A. Aglietta (I), Ms. G. Meibaum (G), Ms P. Rawlings (UK), Mr. J.J. De la Camara (E), Mr. H. McCubbin (UK), and Mr. M Pannela (I),)

Note for the attention of Mr. CADIEUX

Subject : Funding of Emergency Aid for Romanian Orphanages on Line 996

As a result of the initiatives recently taken in the matter of the Romanian Orphanages the following is the situation regarding projects and finance :

A. Heating - local

Local parts, products & services	up to 500 M LEI (CPF)
Local expenses of technical and coordinating units	700,000 LEI (CPF)

B. Heating - imported

	MECU	
	1990	1991
(i) Imported spare parts & products	0.5	-
(ii) compensation for fuel supply	1.0	4.0

C. Heating/sanitary renewal in 17 institutions for severely handicapped orphans

1.0 -

D. Medicines & infant food for orphans

0.5 3.5

E. Infant food for all Romanian infants

1.0 5.6

F. Technical assistance + reserve

0.4 1.0

TOTAL

4.4 13.5

Contracts have been (or are being negotiated) as follows :

1990 (ECU)

1. Crown Agents	
Tech. surveillance of heating project	c. 100,000
Tech./fin. control of fuel reimbursement	
Purchase of heater parts	up to 500,000
2. Equilibre	
Refurbishing of 17 orphanages	1,000,000
3. Médecins Sans Frontières	
Supply of medicines and infant foods	500,000
4. Operational coordination sur place MRP consultants	c. 80,000
5. Supply of infant foods for all Romanian orphans - contribution to (not yet committed or awarded)	c. 1,000,000
6. Reserve	220,000
	<hr/>
Total	3,400,000

(Fuel costs to be re-imbursed direct 1.0 MECU)

The item 5. above must quickly be committed and contracted. The amounts for "fees" can come from our Framework Contract so far as MRP is concerned.


Tom GARVEY
Director

cc : Messrs. Cadieux, Mogensen, Weiss
Glaubitz
Brouwer, Cab. Andriessen

F. H. J. J. Andriessen
Vice-President of the Commission
of the European Communities

1049 Brussels
Rue de la Loi 200
Tel. 235.38.92

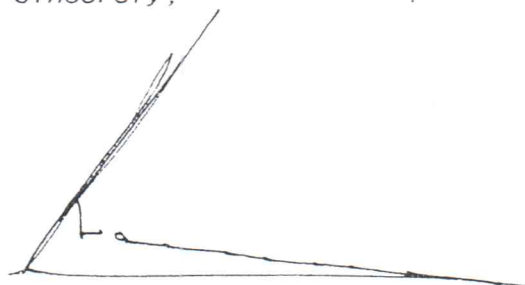
- 9. XI. 1990

Dear Prime Minister,

I have learned over the last week that, in the matter of the repair of heating systems in orphanages before Winter sets in, the crucial role envisaged for the Romanian Army in our discussions in Luxembourg on October 22nd 1990 has not materialized to the extent envisaged. Latest reports suggest that the role of the Army is now limited to provision of its depots for storage of goods and a number of other support actions.

In consequence it has become necessary for the Commission to provide technical back-up services for this project to an extent that was not envisaged previously. I have agreed to this supplementary action. I sincerely hope however that the alternative arrangements which you have made will achieve the goal, to which we both attach so much importance, of ensuring adequate heating in all the orphanages before Winter temperatures set in.

Yours sincerely,



H.E. Mr. Petre Roman
Prime Minister
Romania



Note for the Attention of Mr. BROUWER
Deputy Head of Cabinet of Mr. Andriessen

Subject : Romanian Orphanages - Heating Project

It is clear both from the reports of Mr. Mogensen and Mr. Helm that the role of the Army in the 'crash programme' for repairing the heating systems of orphanages has turned out to be very much less than the crucial lead role it was supposed to play according to the assurances given by Prime Minister Roman to Mr. Andriessen. The programmes which we undertook to finance as a complement to and in support of the Army's efforts, now take on an entirely different aspect, and involve the Commission in sending a team of consultants and a member of staff sur place to become involved in the coordination of the Project.

The question therefore arises whether we should not indicate to Prime Minister Roman our disappointment at this turn of events which, in my view, makes the achievement of the original aim of completion of works before the middle of November very much less likely. I rather think we should draw to Prime Minister Roman's attention that we have been put to extra expense as a result of the diminished role of the Army but that this increased effort on our part in no way makes good the vital input which the Army could have brought to bear.

A draft letter to this effect is attached.

In the circumstances, I believe you should consult both Glaubitz and Helm on (a) the advisability of sending this letter and (b) the text.

Tom GARVEY
Director

cc : Messrs. Krenzler, Cadieux, Mogensen

NT207/1

DRAFT LETTER TO PRIME MINISTER ROMAN

Dear Prime Minister,

I have learned over the last week that, in the matter of the repair of heating systems in orphanages before Winter sets in, the crucial role envisaged for the Romanian Army in our discussions in Luxembourg on October 22nd 1990 has not materialized in practice. Latest reports suggest that the role of the Army is now limited to provision of its depots for storage of goods and a number of other minor actions.

In consequence it has become necessary for the Commission to provide technical back-up services for this project to an extent that was not envisaged previously. While I have agreed to this supplementary action, I cannot but regret the fact that matters have not turned out as we agreed in Luxembourg. I sincerely hope however that the alternative arrangements which you have made will achieve the goal, to which we both attach so much importance, of ensuring adequate heating in all the orphanages before Winter temperatures set in.

Yours sincerely,

F. ANDRIESSEN

NT207/2